



Laurence DUMONT  
Députée du Calvados

Caen, le 12 octobre 2007

Cher(e) camarade,

Le 29 mai 2005, à l'issue d'une campagne intense, les Français ont rejeté le projet de constitution européenne qui leur était soumis par voie référendaire. Cette consultation a très fortement mobilisé les électeurs et, plus largement, les citoyens. Jamais, sur l'Europe, les débats n'avaient eu autant d'intensité. Partout, dans les foyers, les entreprises, les syndicats, les discussions étaient présentes. Durant plusieurs semaines, les militants du Parti Socialiste se sont largement emparés de cette question, non sans créer en son sein de réelles divisions.

Deux ans et demi après cette échéance, le Bureau National du PS vient d'approuver le nouveau traité européen. Cette décision est, à mon sens, une faute et une erreur politiques. La principale bataille que les socialistes se devaient de mener, était celle de l'exigence de l'organisation d'une nouvelle consultation des Français et ce pour trois raisons :

1. parce que cette demande de référendum est légitime ; ce qui avait été tranché par un référendum devait l'être, à nouveau, par un référendum,
2. parce que c'était un des engagements de campagne de Ségolène Royal pendant la présidentielle,
3. parce que c'était, vraisemblablement, le meilleur moyen de nous rassembler au sein du Parti Socialiste, et, plus largement, la gauche toute entière et, par ricochet, isoler Nicolas Sarkozy. Il faut, en effet, savoir que tous les partis politiques, sauf l'UMP, sont pour l'organisation d'un tel référendum.

Au lieu de cela, la décision du Bureau National réinstalle les anciens clivages dans le parti, alors même que nous avons tous - collectivement - décidé au Congrès du Mans de dépasser le clivage oui/non. Par le vote d'hier, on le ré-ancre ! Seul le référendum pouvait nous rassembler.

On le sait ! Les Français le savent ! Aujourd'hui dans le Parti Socialiste, nous sommes tous et toutes profondément européens, convaincus de la nécessité de construire un nouveau projet et - sans doute - d'accord sur l'objectif, mais divisés sur la stratégie pour y parvenir. Dont acte !

Même si sur le fond comme en 2005, j'aurais personnellement voté oui au référendum et donc au Parlement, je ne peux me satisfaire, aujourd'hui, du choix qui a été fait car il n'est pas celui de l'ensemble du Parti Socialiste.

J'ai pensé utile de t'adresser ces quelques réflexions et reste à ta disposition pour en débattre.

Amitiés socialistes